

## Rencontre Mincommerce - Syndicats des boissons

# Le Syndebarcam tient une réunion préparatoire

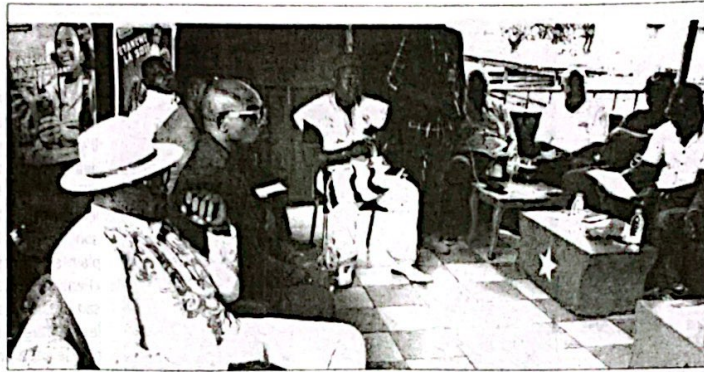
Ces assises ont permis aux membres de ce syndicat de s'accorder sur les points qui seront à l'ordre du jour.



Par Blaise Djoukep

Il ne manque plus que quelques jours pour la tenue de la rencontre entre le ministre du Commerce (Mincommerce), la Cameroon Alcohol Producers Association (Capa) et les syndicats des débits de boissons du Cameroun. L'information est contenue dans une correspondance du Mincommerce en date du 20 octobre dernier portant en objet « suspension provisoire du mot d'ordre de boycott des produits brassicoles et fermeture des débits de boissons ». Une correspondance dans laquelle le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbaraga Atangana, « propose que la concertation souhaitée avec l'industrie brassicole puisse se tenir dans la semaine du 13 au 17 novembre 2023 (...) ».

Afin de bien préparer cette rencontre consécutive au mouvement d'humeur des barmen, à la suite de l'annonce par les sociétés brassicoles de réduire de moitié les ristournes, le Syndicat des bars et débits de boissons du Cameroun (Syndebarcam) a organisé une rencontre préparatoire à son siège à Douala, le 02 novembre dernier. C'était en présence des présidents syndicaux venus des dix régions et des départements. Les travaux ont été coordonnés par le président national du Syndebarcam, Hervé Nana. « Cette rencontre est préparatoire à l'invitation du ministre du Commerce à participer à la réunion tripartite par lui convoquée



Les barmen sont fâchés !

pour débattre de la situation des ristournes, en présence de la Capa. Il est clair que les barmen sont contre la diminution des ristournes. Et c'est cette décision de la Capa qui a été à l'origine de l'opération bar mort lancée par les barmen », explique le président national du Syndebarcam, Hervé Nana. Même si la date exacte de la tenue de cette rencontre n'est pas encore arrêtée, il est clair que le principal point à l'ordre du jour portera sur les ristournes. « Il était important pour le Syndebarcam de se réunir et de discuter des points qui vont faire l'objet des échanges avec le ministre et désigner les personnes qui vont représenter le syndicat au cours de cette rencontre », indique Hervé Nana. Ce que les barmen veulent, c'est l'augmentation du prix de la ristourne,

point essentiel de cet échange. « Nous en sommes à cette situation parce que les brasseurs ont décidé de réduire de moitié la ristourne qui est jusqu'ici de 245 Fcfa, alors que nous pensions déjà à notre niveau de voir comment la Capa devait plutôt la revaloriser », clame le président régional de la région du Sud-Ouest. Pour justifier cette augmentation, les barmen avancent le trop plein de taxes et impôts à payer à l'Etat et aux Communes. Au total, une dizaine de taxes et impôts auxquels ils sont assujettis. A cela s'ajoutent les droits d'auteurs et autres. « Les barmen paient en moyenne 12 taxes et impôts. Pour une seule activité, c'est trop. Les barmen sont les vaches à lait des Communes et même des forces du maintien de l'ordre, qui viennent spolier tous les barmen à leur guise », s'offusque un autre barman.

Les barmen souhaitent une réforme de la ristourne. « Il faut un texte qui encadre les ristournes. Nous proposons également que la ristourne soit proportionnelle au casier de 12 et de 24 bouteilles, ou alors qu'on parte sur une base de 6,34%, comme taux de ristourne », projette le président du Syndebarcam. Il n'en dira pas plus sur les autres propositions devant être présentées à la réunion tripartite avec le Mincommerce.

## Intelligence économique

# La 2e édition du festival célébrée

Tenue le 2 novembre dernier à Yaoundé, cette rencontre a permis de mettre les jalons de la politique publique en matière de veille et d'intelligence économique dans des territoires francophones.



Par Alain Ndanga

Hôtel Mont Febe, le 2 novembre courant. Dès 10 heures, des invités de marque, experts et personnalités publiques arrivent au compte-gouttes et investissent les lieux. A l'arrivée dans l'antre de cette bâtisse, des hôtesses s'affairent à plusieurs tâches : vérification du nom, remise du badge et conduite dans la salle. Cette arène abrite pour la circonstance, la 2e édition du Festival de l'intelligence économique francophone (Fief). En termes de présences, l'on note celles du représentant du maire de la ville de Yaoundé, la représentante du ministre de la Décentralisation et du Développement local (Minddevel), Lydie Essissima ; de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Guy Debok ; des ambassadeurs de la Tunisie, du Congo entre autres.

Quand le master of Ceremony sonne le glas, le président du Centre africain de veille d'intelligence économique (Cavie), Guy Gweth, par ailleurs organisateur du Fief, est le premier à monter au pupitre. Pour lui un festival, c'est l'occasion de festoyer, inverser les mines, parler avec le cœur



Doper la compétitivité des territoires francophones.

; mais aussi faire bouger les méninges. Dans cette logique, le président du Cavie décline des activités retenues pour la 2e édition du Fief. Porté par le thème « doper la compétitivité des territoires francophones », il s'est agi au cours du festival de conquérir la tête et les cœurs des autres parties du monde et les pouvoirs publics des Etats francophones en leur montrant le bien-fondé de l'intelligence écono-

mique. « Nous représentons le glaive et le bouclier des économies des territoires », a-t-il déclaré. Non sans mentionner que là où des Etats voient des problèmes, ils voient des opportunités. Le constat fait étant que si les communautés francophones, étaient intégrées économiquement que leurs concurrentes de type Commonwealth, elles pourraient devenir plus compétitives, plus attractives et plus propices au bien-être de ses citoyens. Pour mettre en musique le canevas tracé par le Cavie, cinq panels sont constitués, chacun jouant sa partition. Les sous-thèmes étant « Les enjeux de l'intelligence territoriale dans l'espace francophone ; mettre en lumière les modèles francophones qui marchent ; défendre et promouvoir les territoires francophones à l'international ; retenir et développer l'investissement sur les territoires francophones. Les applaudissements nourris des participants témoignent à suffisance la profondeur des exposés, surtout comment ils ont domestiqué les jargons économiques en les rendant accessibles. La lecture des recommandations issues de ces réflexions et la distribution du livre blanc ont mis un terme à la Fief 2e édition.